

# HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse  
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg  
Académie supérieure de musique de Strasbourg

## Réunion du conseil d'administration du 13 avril 2012 École supérieure d'art – Le Quai - Mulhouse

### En présence de :

#### Les membres du Conseil d'administration

- Daniel PAYOT, Président,
- Michel SAMUEL-WEIS, Vice Président,
- Sara MARGUIER, Conseillère municipale de la Ville de Mulhouse,
- Darek SZUSTER, Conseiller municipal de la Ville de Mulhouse,
- Alain HAUSS, Directeur régional de l'action culturelle, représenté par Jean VERNE, conseiller musique à la DRAC Alsace,
- Bernard GOY, conseiller arts plastiques à la DRAC Alsace, pour le Directeur général de la création artistique,
- Alain BRILLARD, Président de l'UHA, représenté par Paul-Philippe MEYER,
- Robert CAHEN, plasticien,
- Bernard BLENY, représentant du personnel pédagogique,
- Bertrand LEMONNIER, représentant du personnel pédagogique, représenté par Frédéric DUPUIS,
- Olivier PONCER, représentant du personnel pédagogique,
- Emmanuel SEJOURNE, représentant du personnel pédagogique,
- Alain SPOHR, représentant du personnel administratif et technique,
- Yannick WEYNACHT, représentant du personnel administratif et technique,
- François BAUER, représentant des étudiants en arts plastiques,
- Vincent DUBOIS, Université de Strasbourg, représenté par Philippe GEIS
- Stéphane CLOR, représentant des étudiants en musique, représenté par Eléonore LABAUME.

#### Membres excusés :

- Souad EL-MAYSOUR, Vice présidente à la Communauté urbaine de Strasbourg,
- Anne-Pernelle RICHARDOT, Adjointe au Maire de Strasbourg,
- Sophie ROHFRIETSCH, Vice présidente du Conseil régional d'Alsace,
- Michèle SEILER, Adjointe au Maire de Strasbourg,
- Eric SCHULTZ, Conseiller municipal de la Ville de Strasbourg,
- Gérard BUQUET, compositeur et tubiste,
- Robert GROSSMANN, Conseiller municipal de la Ville de Strasbourg,
- Philippe MAITREAU, Adjoint au Maire de Mulhouse
- Denis RAMBAUD, Premier Adjoint au Maire de Mulhouse,
- Françoise BUFFET, Adjointe au Maire.

#### Autres présents :

- David CASCARO, Directeur de l'établissement,
- Aymée ROGÉ, Administratrice générale de l'établissement,
- Otto TEICHERT, Directeur de l'ESADS,
- Vincent DUBOIS, Directeur du Conservatoire de Strasbourg et directeur adjoint de l'établissement,
- Yves AUBERT, Directeur général adjoint, Pôle culture, territoires et démocratie locale, de la Ville et Communauté urbaine de Strasbourg,
- Frédérique OLLAND, Administratrice adjointe de l'établissement,
- Catherine MARCO, Directrice adjointe du Conservatoire de Strasbourg,
- Pierre de SAINT-CHAMAS, Directeur adjoint, Direction de l'Innovation, Recherche et de l'Enseignement Supérieur, Conseil Régional d'Alsace

# HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse  
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg  
Académie supérieure de musique de Strasbourg

- Laurent DOUCELANE, Responsable de la communication de l'établissement,
- Leila FARAUT, Directrice des études du Conservatoire de Strasbourg,
- Marie-Hélène FOURNIER, Conseillère aux études supérieures musicales de l'établissement,
- Stéphanie ESCHENBRENNER, Assistante de direction de l'établissement,
- Jean WILLMÉ, Directeur général adjoint, Pôle Épanouissement de la personne, Ville de Mulhouse,
- Aziz KAHLOUCH, suppléant du représentant du personnel administratif et technique,
- Chantal KUNKLER, suppléante du représentant du personnel administratif et technique,

## **Point 1 : Approbation du compte-rendu de la séance du conseil d'administration du 21 février 2012**

Le procès-verbal du conseil d'administration du 21 février 2012 est approuvé à l'unanimité.

## **Point 2 : Convention financière avec les Villes de Strasbourg et Mulhouse**

Aymée Rogé présente cette délibération en rappelant que l'Etat, au moment de la création de l'établissement public de coopération culturelle, au 1<sup>er</sup> janvier 2011 avait accordé un délai jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2011 pour permettre aux collectivités partenaires d'organiser le transfert des personnels et des biens nécessaires à l'exercice des activités de l'établissement. L'autonomie est désormais acquise pour les personnels que l'établissement gère et rémunère en propre depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2011 et pour les locaux et véhicules, mis à disposition de l'établissement par les villes de Mulhouse et Strasbourg.

Les villes de Strasbourg et Mulhouse continuent néanmoins d'avancer des dépenses pour le compte de l'EPCC. Pour le bon fonctionnement de l'établissement, les Villes rendent aussi à l'établissement un certain nombre de services à titre gracieux.

Les conventions proposées au vote des membres du conseil d'administration visent ainsi :

- à régler les conditions financières des dépenses avancées par les Villes de Strasbourg et Mulhouse pour le compte de l'établissement public en instituant un remboursement intégral de celles-ci. Pour ce faire, un état détaillé des dépenses avancées par les Villes pour le compte de l'EPCC sera établi chaque fin d'année et envoyé à l'établissement pour remboursement aux collectivités ;
- et à détailler les services rendus à titre gratuit par les Villes pour le compte de l'établissement.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des membres.

## **Point 3 : Modification des règles générales de passation des marchés publics de l'établissement**

Daniel Payot rappelle que, par délibération du 15 novembre 2011, le conseil d'administration de l'établissement fixait « *les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés* ».

Aymée Rogé informe les membres du Conseil d'administration que le décret n° 2011-1853 du 9 décembre 2011 est venu assouplir certains seuils du Code des marchés publics :

- pour les marchés dont les montants hors taxes sont inférieurs à 15 000€ : possibilités d'adaptation des procédures de publicité et de mise en concurrence,
- relèvement du seuil de dispense de procédure à 15 000 € HT contre 4 000 € HT précédemment mais en demandant au pouvoir adjudicateur de garantir, en dessous de ce seuil, le respect des principes fondamentaux de la commande publique,

# HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse  
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg  
Académie supérieure de musique de Strasbourg

- relèvement des seuils des marchés nécessitant l'adoption d'une procédure formalisée à 200 000 € HT pour les achats de fournitures et services et à 5 000 000 € HT pour les achats de travaux.

Ces évolutions réglementaires sont l'occasion pour l'établissement, après quatre mois de fonctionnement autonome, d'adapter les règles générales en matière de marchés publics aux réalités de l'établissement, sans toutefois revenir sur les principes fondamentaux adoptés le 22 novembre 2011.

D'autre part, Daniel Payot, pour apporter plus de souplesse, propose d'autoriser le Directeur à adapter en cours d'année la nomenclature des marchés aux besoins de l'établissement. Un retour annuel sera fait en conseil d'administration sur les modifications apportées, à ce titre, pour une bonne information du conseil.

Les membres du conseil d'administration approuvent à l'unanimité cette délibération.

## **Point 4 : Adoption des tarifs des ateliers publics, de l'Académie d'été et du CFPI à compter de la rentrée 2012**

Frédérique Olland rappelle que les deux écoles d'art dispensent des cours du soir sous forme d'ateliers publics. Les conditions tarifaires actuellement en vigueur à Strasbourg et à Mulhouse ainsi que le rythme d'inscription sont relativement différents.

Pour harmoniser les pratiques au sein de l'établissement, il est proposé d'appliquer des conditions d'inscription identiques tant sur le rythme d'inscription que sur les conditions d'accès aux tarifs réduits dans les deux sites d'arts plastiques.

Michel Samuel-Weis rappelle que les habitants de M2A ne bénéficient pas de tarifications réduites (M2A ne participant à l'EPCC).

A propos de l'harmonisation des tarifs et d'un alignement sur les prix pratiqués à Mulhouse, Yves Aubert éclaircit ce point en informant que cela correspondrait à une augmentation trop sensible pour Strasbourg.

Darek Szuster s'interroge sur la possibilité d'une légère baisse des tarifs de Mulhouse.

Il est rappelé que les ateliers publics procurent à l'établissement une recette de l'ordre de 60 000€/an.

Suite à ces précisions, Daniel Payot soumet au vote des membres du conseil d'administration une légère augmentation des tarifs des ateliers publics, conformément à l'annexe 3 proposée au vote ainsi que les tarifs pour l'Académie d'été et le CFPI. Le principe d'un rattrapage en plusieurs exercices des tarifs de Strasbourg sur ceux de Mulhouse est retenu.

Ces propositions sont adoptées à l'unanimité.

En vue d'une prochaine adaptation des tarifs des ateliers publics, Darek Szuster souhaite qu'une étude approfondie soit menée sur ce point en prenant en compte la catégorie des participants aux ateliers publics (pourcentage des bénéficiaires et des non-bénéficiaires des tarifs réduits).

Il est également précisé, à l'occasion d'une question de Robert Cahen, que les enseignants sont, à Strasbourg et à Mulhouse, rémunérés sur la base de vacations pour les ateliers publics.

# HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse  
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg  
Académie supérieure de musique de Strasbourg

## **Point 5 : Convention avec la Communauté urbaine de Strasbourg relative au remboursement par l'établissement des frais des personnels du Conservatoire de Strasbourg assurant l'enseignement supérieur de la musique**

Aymée Rogé rappelle que le projet de l'établissement mêle les activités d'enseignement supérieur des arts visuels et de la musique.

L'enseignement supérieur de la musique est assuré par des enseignants du Conservatoire de Strasbourg (agents de la Communauté urbaine de Strasbourg) dont l'activité principale est l'enseignement initial de la musique. Les quotas d'heures d'enseignement consacrés à l'enseignement supérieur étant variable d'une année scolaire sur l'autre, la mise à disposition ou le transfert de ces agents n'est donc pas adapté.

Il est donc proposé que leur employeur demeure la Communauté urbaine de Strasbourg et que l'établissement rembourse à la Communauté urbaine, chaque année, les frais correspondant à la rémunération des heures d'enseignement supérieur de la musique réalisées par des enseignants du Conservatoire. Cette proposition fait l'objet d'une convention entre l'EPCC et la Communauté Urbaine de Strasbourg

Aymée Rogé informe que le conseil communautaire délibérera dans ce sens le 20 avril.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Vincent Dubois suggère par ailleurs une augmentation de la subvention octroyée par la Ville de Strasbourg à l'enseignement supérieur de la musique durant les années à venir, pour s'adapter à la montée en charge progressive des étudiants inscrits au sein de ces cursus.

## **Point 6 : Adhésion de l'établissement au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion du Bas-Rhin**

Aymée Rogé rappelle, que comme tout employeur, le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts a l'obligation de veiller à l'état de santé et au bien-être au travail de ses agents.

Pour ce faire, il est proposé d'adhérer au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion du Bas-Rhin.

Aymée Rogé expose les conditions d'adhésion (les conditions tarifaires ainsi que les agents concernés).

Les membres du conseil d'administration approuvent cette délibération à l'unanimité.

## **Point 7 : Désignation d'un délégué élu membre du conseil d'administration siégeant aux instances du Groupement d'action sociale du Bas-Rhin**

Lors de la réunion du conseil d'administration du 21 février, il a été décidé de l'adhésion de l'établissement au GAS et au CNAS, par l'intermédiaire du GAS.

Ces instances souhaitent qu'un délégué élu parmi les représentants du conseil d'administration soit désigné.

Alain Spohr, représentant du personnel administratif et technique, se propose pour être ce représentant.

# HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse  
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg  
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Les membres du conseil d'administration approuvent à l'unanimité cette proposition.

## **Point 8 : Convention pluriannuelle de partenariat avec le Conseil général du Bas-Rhin**

David Cascaro rappelle que les Conseils généraux alsaciens n'avaient pas souhaité participer à la création du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et y être représenté au conseil d'administration.

Toutefois, le Conseil général du Bas-Rhin, qui participait déjà antérieurement en partie au financement de l'École supérieure des arts décoratifs, s'est doté en octobre 2010 d'un programme pluriannuel en faveur de la culture, du patrimoine et de la mémoire.

D'autre part, David Cascaro rappelle l'intérêt du Conseil général du Bas-Rhin pour les actions menées par l'établissement en particulier en matière d'ateliers publics, de formation d'intervenants plasticiens (via le CFPI à l'ESADS, notamment) et de classes à horaires aménagés en arts plastiques.

Le Conseil général du Bas-Rhin souhaite en outre s'appuyer à l'avenir sur l'établissement comme partenaire ressource pour mettre en place une évaluation de l'enseignement des arts plastiques dans les établissements d'enseignements subventionnés par le Département.

Dans ce cadre, et pour pérenniser et développer le lien qui existe depuis plusieurs années entre le Conseil général du Bas-Rhin et l'École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, David Cascaro expose la convention de partenariat entre le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et le Conseil général du Bas-Rhin.

Yves Aubert précise que la subvention octroyée par le Conseil général ne correspond pas à un financement supplémentaire mais à une formalisation d'une action menée par le Conseil général du Bas-Rhin depuis plusieurs années.

Les membres du conseil d'administration approuvent le projet de convention entre l'établissement et le Conseil général du Bas-Rhin et autorisent le Président à signer la convention.

Des contacts devront être pris avec le Conseil général du Haut Rhin pour exposer l'activité de l'établissement et le solliciter quant à un financement éventuel.

## **Point 9 : Conventions avec les collèges Pasteur (Strasbourg) et Kennedy (Mulhouse) pour l'organisation de classes à horaires aménagés en arts plastiques**

David Cascaro présente aux membres du conseil d'administration le dispositif CHAAP (classes à horaires aménagés arts plastiques) dans lequel sont engagées les deux écoles d'art de l'établissement et les collèges Pasteur de Strasbourg et Kennedy de Mulhouse.

Ce dispositif permet à des étudiants en arts plastiques de se professionnaliser en intervenant auprès de collégiens et lycéens.

Les membres du conseil d'administration adhèrent à ce projet et approuvent à l'unanimité les conventions de partenariats entre le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et les collèges Pasteur de Strasbourg et Kennedy de Mulhouse.

## **Point 10 : Convention de partenariat avec la Fondation Culture et diversité**

# HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse  
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg  
Académie supérieure de musique de Strasbourg

David Cascaro présente la Fondation Culture et diversité créée par Marc Ladreit de Lacharrière dans un but de mécénat culturel.

Le programme Égalité des chances de cette fondation a pour vocation de faire de la culture un outil d'insertion sociale. Elle souhaite faciliter l'accès des jeunes issus de milieux défavorisés aux études supérieures dans les domaines artistiques et culturels. La Fondation souhaite désormais élargir son programme aux écoles proposant un cursus en design.

Les membres du conseil d'administration adhèrent à la démarche de ce programme et approuvent le projet de convention entre l'établissement, la Fondation Culture et diversité, le Ministère de la culture et de la communication et les autres écoles partenaires du projet.

## **Point 11 : Attribution d'une aide financière forfaitaire aux étudiants en arts plastiques du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts présentés au Diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP)**

David Cascaro expose aux membres du conseil d'administration les besoins des étudiants qui passent leur DNSEP : frais de production du projet, de reproduction du mémoire, etc.

Il présente ensuite le dispositif en place à l'ESADS depuis 2008, à savoir une bourse de 100 € octroyée à chaque étudiant passant le DNSEP. Le dispositif au Quai prévoit quant à lui une prise en charge directe de l'acquisition des matériaux nécessaires à la production du projet des étudiants.

Daniel Payot propose aux membres du conseil d'administration une harmonisation du dispositif : la mise en place d'une bourse de 100 € par an pour tous les étudiants passant leur DNSEP.

Suite à des questions à ce sujet de plusieurs membres du conseil, il est par ailleurs précisé qu'une aide en nature est apportée par le Conservatoire de Strasbourg aux étudiants musiciens diplômables pour le passage de leur diplôme.

Les membres du conseil d'administration approuvent à l'unanimité l'octroi d'une bourse de 100 € par an pour chaque étudiant présenté au DNSEP.

## **Point 12 : Adhésion de l'établissement à des organismes professionnels**

Aymée Rogé énumère les organismes professionnels auxquels les écoles d'art de l'EPCC adhéraient jusqu'à présent et propose aux membres du conseil d'administration de renouveler l'ensemble de ces adhésions.

Aymée Rogé précise que les cotisations prévues dans la délibération correspondent à celles payées l'année précédente, une adaptation à la marge pouvant s'avérer nécessaire en fonction des évolutions des tarifs de cotisations annuelles de ces organismes.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

## **Point 13 : Noms de l'établissement et de l'enseignement supérieur de la musique**

David Cascaro rappelle que le choix du nom pour l'enseignement supérieur de la musique ainsi que pour l'établissement est primordial pour faciliter leur identification aux niveaux régional, national mais aussi international. Le nom de l'établissement devra ainsi être facilement communicable à l'étranger.



# HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse  
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg  
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Plusieurs réunions avec les étudiants, les personnels enseignants et administratifs ont été organisées pour le choix du nom de l'établissement, ainsi qu'avec le Ministère de la culture pour le choix du nom de l'enseignement supérieur de la musique. Une étude auprès d'autres établissements français et étrangers a aussi été menée.

Pour l'enseignement supérieur de la musique, Daniel Payot met au vote le nom de « Académie supérieure de musique de Strasbourg ». Ce nom recueille l'approbation de l'ensemble des votants moins une abstention.

Pour le nom de l'établissement, il est proposé le nom de « Haute école des arts du Rhin ». Daniel Payot souligne que ce nom marque l'ancrage de l'établissement dans les territoires alsacien et européen. Ce nom démarque aussi l'établissement des autres écoles françaises et valorise la pluridisciplinarité de l'établissement.

Les représentants musiciens remarquent que l'acronyme de Haute école des arts du Rhin (HEAR) correspond, en anglais, aux notes de musique « Si Mi La Ré ».

Frédéric Dupuis propose le nom de : « École supérieure des arts du Rhin ».

Daniel Payot met au vote ces deux propositions.

« Haute école des arts du Rhin » est choisi pour nom de l'établissement à l'unanimité moins une voix.

Il sera vérifié dans quelle mesure les statuts devront être modifiés pour intégrer ces deux changements.

## **Point 14 : Changement de l'adresse du siège du Pôle**

La direction et l'administration générale, les services administratifs et techniques de l'établissement situés à Strasbourg sont, pour l'essentiel, installés dans les locaux de l'ESADS, 1 rue de l'Académie.

Six mois après le transfert des personnels et quelques semaines après le transfert des biens à l'établissement, la localisation du siège de l'établissement à la Cité de la musique et de la danse, place Dauphine à Strasbourg, s'avère peu adaptée.

Les statuts du conseil d'administration prévoient la possibilité de transférer le siège de l'établissement par décision du conseil d'administration.

David Cascaro propose ainsi, notamment pour simplifier la réception des courriers, que le siège de l'établissement soit transféré 1 rue de l'Académie, 67 076 Strasbourg Cedex.

Les membres du conseil d'administration sont favorables à ce changement et l'approuvent à l'unanimité.

## **Point 15 : Actualité de l'établissement**

Il est fait un point rapide des moments phares ayant eu lieu ou à venir au sein de la Haute école des arts du Rhin :

- la semaine « Hors Limites 2012 » qui réunit l'ensemble des étudiants de l'établissement au sein d'une offre de workshops transdisciplinaires et multi-sites ;


# HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse  
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg  
Académie supérieure de musique de Strasbourg

- la soirée pluridisciplinaire « Ebouriffé », concert/spectacle à l'auditorium de la Cité de la Musique et de la Danse,
- le week-end « Avant Première », initiative étudiante à Strasbourg réunissant étudiants musiciens et plasticiens,
- l'exposition au Musée de l'Impression sur étoffes de Mulhouse d'étudiants en Design du Quai,
- la participation des étudiants en design de l'ESADS au Salon du Design de Milan,
- la perspective que soit accueillie prochainement à Strasbourg, la North American Saxophone Alliance, ce qui permettrait un rayonnement international de la HEAR.

Il est rappelé que le prochain conseil d'administration se réunira le 26 juin à Strasbourg.

Daniel Payot remercie l'ensemble des participants et clôt la séance.



Le Président  
Daniel PAYOT



# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration

n° 049- 2012 du 13 avril 2012

**Objet : siège de l'établissement public de coopération culturelle Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts**

## Exposé des motifs

L'article 2 des statuts de l'établissement public de coopération culturelle créé le 1<sup>er</sup> janvier 2011 regroupant le Quai, école supérieure d'art de Mulhouse, l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, les enseignements supérieurs de la musique du Conservatoire de Strasbourg, dispose que l'établissement « *a son siège à Strasbourg, Cité de la musique et de la danse, 1 place Dauphine Strasbourg. L'établissement est composé de plusieurs sites, à Mulhouse et Strasbourg. Il peut transférer son siège en tout autre lieu par décision du conseil d'administration prise après accord des Villes de Mulhouse et Strasbourg* ».

Six mois après le transfert des personnels et quelques semaines après le transfert des biens à l'établissement, la localisation du siège du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts s'avère en pratique peu adaptée.

En effet, la direction et l'administration générale, les services administratifs et techniques du Pôle situés à Strasbourg, sont pour leur plus grande part localisés sur le site de l'école supérieure des arts décoratifs, 1 rue de l'Académie à Strasbourg, la Cité de la musique et de la danse accueillant le service en charge des études supérieures musicales et une salle de réunion dédiée au Pôle.

Dès lors, la localisation du siège de l'établissement à la Cité de la musique et de la danse allonge les délais de réception du courrier destiné aux services partagés du Pôle, ce qui peut s'avérer dommageable pour les documents et courriers relatifs à la gestion des ressources humaines ou aux marchés publics par exemple.

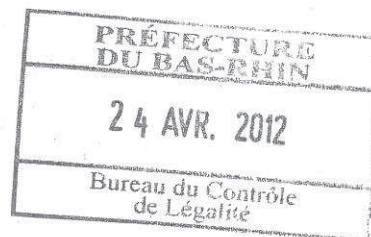
Aussi est-il proposé de transférer le siège de l'établissement au 1 rue de l'Académie, 67 076 Strasbourg Cedex.

## Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le conseil d'administration  
après en avoir délibéré  
décide

- Le transfert du siège de l'établissement public de coopération culturelle alsacien créé le 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 1 rue de l'Académie, 67 076 Strasbourg Cedex.
- La modification de l'article 2 des statuts consécutive.



# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 037-2012

Séance du : 13 avril 2012  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations  
Absent non excusé :

### 2<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : Convention financière avec les villes de Mulhouse et Strasbourg

Le Conseil, après en avoir délibéré

#### Approuve

- la convention financière passée entre le Pôle et la Ville de Strasbourg, d'une part, le Pôle et la Ville de Mulhouse, d'autre part ;

#### Autorise

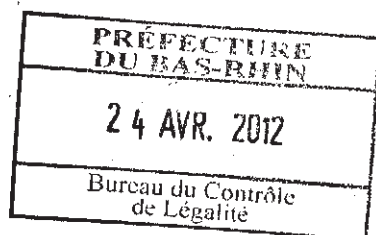
- le Président ou son représentant à signer et à exécuter lesdites conventions le cas échéant, ainsi que tous les actes y afférents.

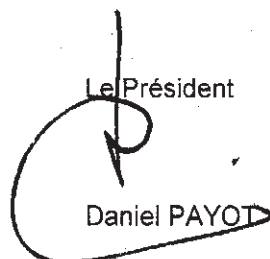
Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement

#### Vote

Votants : 20  
Pour : 20  
Contre : 0  
Abstention : 0

#### Adopté



Le Président  
  
Daniel PAYOT

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration  
n° 037- 2012 du 13 avril 2012



**Objet : Convention financière avec les villes de Mulhouse et Strasbourg**

## Exposé des motifs

Les statuts de l'établissement public de coopération culturelle Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, adoptés par les assemblées délibérantes des deux Villes et de la CUS en décembre 2010, ont permis la création de l'établissement public au 1er janvier 2011, conformément au calendrier imposé par l'Etat. Ce dernier a cependant accordé un délai pour permettre aux collectivités partenaires d'organiser le transfert dans de bonnes conditions des personnels et des biens nécessaires à l'exercice des activités d'enseignement, fixé au 1<sup>er</sup> octobre 2011.

Or, afin d'accompagner la mise en place de l'établissement public de coopération culturelle Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, dont l'autonomie est acquise pour les personnels qu'il gère et rémunère en propre depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2011 ainsi que pour son budget et sa comptabilité, les Villes de Strasbourg et Mulhouse continuent néanmoins d'avancer des dépenses pour son compte. Elles rendent d'autre part à l'établissement un certain nombre de services à titre gracieux pour son bon fonctionnement.

Les conventions financières jointes en annexe visent ainsi à régler les conditions financières des dépenses avancées ou prises en charge par les Villes de Strasbourg et Mulhouse :

- les dépenses avancées par les Villes pour le compte de l'établissement public leur sont intégralement remboursées ;
- les services rendus à titre gratuit par les Villes pour le compte du Pôle sont explicités.

Conformément aux dispositions de ces conventions, il est prévu qu'un état détaillé des dépenses avancées par les Villes pour le compte du Pôle sera établi en fin d'année et envoyé à l'établissement, pour remboursement.

Il est donc proposé d'autoriser le Président à signer les projets de convention avec les villes joints en annexe ainsi que tous les actes y afférents.

## Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré

- approuve la convention financière passée entre le Pôle et la Ville de Strasbourg, d'une part, le Pôle et la Ville de Mulhouse, d'autre part ;
- autorise le Président ou son représentant à signer et à exécuter lesdites conventions le cas échéant, ainsi que tous les actes y afférents.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.

[illegible][illegible][illegible]



[illegible][illegible]

[illegible]

[illegible]



## **Règles générales de passation des marchés publics du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts**

### **Article 1 : Définition**

Il est rappelé que tout achat réalisé à titre onéreux pour répondre à ses besoins du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, est un marché public, à partir du 1<sup>er</sup> euro dépensé.

En effet, un marché public est un contrat écrit et conclu à titre onéreux entre l'EPCC (appelé *pouvoir adjudicateur*) et une société ou avec une autre collectivité (appelé *opérateur économique*), pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services.

### **Article 2 : Les grands principes des marchés publics :**

Les grands principes de la commande publique sont applicables à tous les marchés publics. Quel que soit leur montant, les marchés publics passés par le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts respectent les principes de :

- liberté d'accès à la commande publique,
- égalité de traitement des candidats,
- transparence dans les procédures.

Ces principes permettent d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics. Ils exigent une définition préalable des besoins de l'acheteur public, le respect des obligations de publicité et de mise en concurrence et le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

### **Article 3 : Règles générales de procédures :**

La passation de marchés publics est encadrée par des procédures, destinées, selon la nature, l'objet des dépenses et leur montant, à organiser la publicité et la mise en concurrence des marchés.

Le Code des marchés publics définit six procédures de passation formalisées pour conclure un marché public :

- Cinq procédures sont formalisées et soumises à des règles strictes imposées par le Code des marchés publics :
  - L'appel d'offres ouvert ou restreint
  - La procédure négociée
  - La procédure de concours
  - Le dialogue compétitif
  - Le système d'acquisition dynamique

Une procédure adaptée - appelée MAPA - dont les modalités sont fixées par le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et décrite ci-dessous :



## **Article 4 : Règles de cumul de montant**

Les procédures de mise en concurrence applicables aux marchés publics (procédure adaptée, procédure formalisée) sont déterminées en fonction des montants des travaux, fournitures ou services dont la commande est envisagée.

A ce titre, l'article 27 du Code des marchés publics définit les méthodes qu'il convient d'utiliser pour comparer les montants de marchés aux seuils et ainsi choisir la procédure adéquate.

Le « saucissonnage », (fractionnement illégal des achats pratiqué pour rester en dessous des seuils de procédure formalisée), est interdit. Il peut-être constitutif d'un délit de favoritisme.

Ces règles générales, qui s'appliquent quel que soit le nombre de prestataires auxquels il est fait appel, se déclinent de la manière suivante selon la nature des marchés.

### **Article 4.1 : Pour les marchés de travaux : les notions d'ouvrage et d'opération**

Le marché de travaux défini à l'article 1er du code se caractérise par le fait que le pouvoir adjudicateur en est le maître d'ouvrage, c'est-à-dire la personne morale pour laquelle l'ouvrage est construit.

Pour évaluer le montant d'un marché de travaux, doit être pris en compte la valeur globale des travaux se rapportant à une même opération, qui peut porter sur un ou plusieurs ouvrages, valeur à laquelle on ajoute la valeur des fournitures nécessaires à leur réalisation que le pouvoir adjudicateur met à la disposition des opérateurs.

- **la notion d'opération de travaux**

Cette notion revêt une importance particulière pour le calcul des seuils.

Un marché de travaux, au sens du code, est un marché conclu avec des entrepreneurs qui a pour objet soit l'exécution, soit conjointement la conception et l'exécution d'un ouvrage ou de travaux de bâtiment ou de génie civil répondant à des besoins précisés par le pouvoir adjudicateur, qui en exerce la maîtrise d'ouvrage

L'opération de travaux ne peut être scindée en fonction de l'objet des travaux, des procédés techniques utilisés ou de leur financement, lorsqu'ils sont exécutés dans une même période de temps et sur une zone géographique donnée.

- **la notion d'ouvrage**

Le code de marché publics définit la notion d'ouvrage, conformément au droit communautaire, comme désignant le résultat d'un ensemble de travaux de bâtiment ou de génie civil destiné à remplir, par lui-même, une fonction économique ou technique. Il en résulte que peuvent constituer un ouvrage des travaux réalisés par plusieurs pouvoirs adjudicateurs.

Ainsi, l'ouvrage est le résultat obtenu à l'achèvement des travaux de construction, de restructuration ou de réhabilitation d'un immeuble ou encore de travaux de génie civil.

### **Article 4.2 : Pour les marchés de fournitures et de services : le caractère homogène**

Qu'il s'agisse de fournitures ou de services, le principe est identique : les marchés « homogènes », qui portent sur des prestations présentant des affinités entre elles, doivent voir leurs montants agrégés.

En d'autres termes, les montants des marchés qui ont, soit la même finalité, soit les mêmes caractéristiques, doivent être additionnés pour être comparés aux seuils.

La délimitation d'une catégorie homogène de fournitures ou de services ne doit pas avoir pour effet de soustraire des marchés aux règles qui leur sont normalement applicables.

Afin d'estimer de manière sincère et raisonnable la valeur totale des fournitures ou des services, la valeur prise en compte est celle des fournitures ou de services homogènes :



- **soit en raison de leurs caractéristiques propres** : les fournitures ou services concernés ont la même nature, le même objet. Ils appartiennent à la même famille dans la nomenclature identifiée par un code nomenclature.

Le montant des achats réalisés annuellement sur un même code nomenclature pour une collectivité donnée représente le seuil de procédure atteint par cette collectivité pour cette famille d'achat. Toutes les prestations entrant donc dans la même famille de nomenclature doivent voir leurs montants cumulés.

- **soit parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle**

Cette notion suppose une pluralité de services ou de fournitures concourant à la réalisation d'un même projet. Dans cette hypothèse, l'ensemble des prestations nécessaires à l'élaboration d'un projet, et faisant partie d'un ensemble cohérent, est pris en compte de manière globale. Si le montant total de cette évaluation est supérieur aux seuils de procédures formalisées, l'acheteur devra s'y conformer. Dans le cas contraire, il pourra recourir à une procédure adaptée.

Ainsi, toutes les fournitures et/ou services faisant partie d'une même unité fonctionnelle doivent voir leurs montants cumulés.

\*\*\*

Le choix entre ces deux formules ne doit, en aucun cas, être effectué pour permettre de soustraire les marchés aux règles de procédure fixées par le code. Il est recommandé aux acheteurs d'effectuer ce choix, au moment où ils déterminent la nature et l'étendue de leurs besoins de services et de fournitures..

Un même achat doit donc être recensé soit en vertu de ses caractéristiques propres, soit en raison de son appartenance à une unité fonctionnelle.

Les précisions suivantes méritent d'être apportées :

- ❖ en cas d'un marché dont l'objet relèverait de plusieurs familles d'achat de la nomenclature, la famille la plus représentative de l'objet du marché est retenue ;
- ❖ dans le cas d'une famille de nomenclature ou d'une unité fonctionnelle dont le montant, estimé avec sincérité, serait inférieur à 90 000 € HT, il est possible de passer chaque marché la composant selon la procédure applicable à son montant propre ;
- ❖ la survenance de besoins nouveaux, alors même que les besoins ont été évalués de manière sincère et raisonnable, peut donner lieu, sauf dans le cas où un avenant est suffisant, à la conclusion d'un nouveau marché. La procédure de passation de ce nouveau marché sera déterminée en fonction du montant des nouveaux besoins.  
Lorsque ces besoins font l'objet d'un marché dont le montant est apprécié séparément, l'imprévisibilité, c'est-à-dire le caractère nouveau du besoin, doit être réelle : elle ne saurait autoriser un fractionnement factice du marché.

Le montant des marchés de service non prioritaires passés en application de l'article 30 du code des marchés publics est évalué selon les règles décrites ci-dessus.

## Article 5 : Procédures applicables à l'établissement

	MAPA 0	MAPA 1 <sup>er</sup> seuil	MAPA 2 <sup>ème</sup> seuil	MAPA 3 <sup>ème</sup> seuil	Formalisée
Seuil	0 à 15 000 € HT	de 15 000 € HT à 50 000 € HT	de 50 000 € HT à 90 000 € HT	de 90 000 € HT à 200 000 € HT pour les achats de fournitures et services (et à 5 000 000 € HT pour les marchés de travaux)	Montants supérieurs à 200 000 € HT  (et à 5 000 000 € HT pour les marchés de travaux)
Procédure	Adaptée				Formalisée
Avis de la Commission consultative	Non	Non	Oui	Oui	Non (CAO)
Signature des actes relatifs au lancement, à l'attribution, à la modification par avenant	Directeur (ou, en cas d'absence ou d'empêchement, délégataires).	Directeur (ou, en cas d'absence ou d'empêchement, délégataires).	Directeur (ou, en cas d'absence ou d'empêchement, délégataires).	Directeur (ou, en cas d'absence ou d'empêchement, délégataires).	Président (ou, en cas d'absence ou d'empêchement, délégataires).

PA : Pouvoir adjudicateur

\* JAL : Journal d'annonces légales

\*\* Journal Officiel de l'Union Européenne

## Article 6 : Dispositions d'application

Le directeur de l'EPCC est chargé de la mise en œuvre et de la déclinaison auprès des services du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts des présentes règles générales de passation des marchés publics.

\*\*\*



# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 038-2012

Séance du : 13 avril 2012  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations  
Absent non excusé :

### 3<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : Modification des règles générales de passation des marchés publics de l'établissement

Le Conseil,

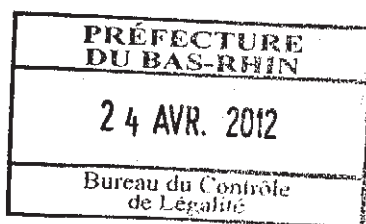
après en avoir délibéré,  
vu l'article 22 du code des marchés publics  
vu les articles L.1431-1 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales

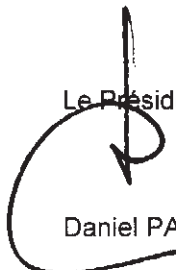
- **approuve** les règles générales de passation des marchés publics modifiées et la nomenclature modifiée jointes en annexe et autorise le directeur à les mettre en œuvre et à les préciser dans un guide applicable aux services du Pôle ;
- **donne délégation au Directeur du Pôle** pour adapter si besoin en cours d'année la nomenclature, à la condition qu'il rende compte au présent conseil des décisions prises en vertu de cette délégation une fois par an.

#### Vote

Votants : 20  
Pour : 20  
Contre : 0  
Abstention : 0

#### **Adopté**



Le Président  
  
Daniel PAYOT





# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration  
n° 038-2012 du 13 avril 012

**Objet : Modification des règles générales de passation des marchés publics de l'établissement**

## Exposé des motifs

### Contexte

Par délibération du 15 novembre 2011, le conseil d'administration du Pôle Alsace d'enseignement des arts, fixait, comme le prévoit l'article 12 des statuts de l'établissement, « *les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés* ».

Ce faisant, il déterminait « *les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation* ».

Depuis, le décret n° 2011-1853 du 9 décembre 2011 est venu assouplir certains seuils du Code des marchés publics, offrant des possibilités d'adaptation des procédures de publicité et de mise en concurrence notamment pour les marchés dont les montants hors taxes sont inférieurs à 15 000 euros. Ce texte relève en effet le seuil de dispense de procédure à 15 000 euros HT, contre 4 000 € HT précédemment, en demandant au pouvoir adjudicateur de garantir, en dessous de ce seuil, le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Aussi ce texte est-il accompagné des conditions suivantes pour le pouvoir adjudicateur : « *Lorsqu'il fait usage de cette faculté, il veille à choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin* ». L'article 28 du Code des marchés publics a également été modifié en relevant les seuils des marchés nécessitant l'adoption d'une procédure formalisée à 200 000 € HT pour les achats de fournitures et services et à 5 000 000 € HT pour les achats de travaux.

Ces évolutions réglementaires sont l'occasion pour l'établissement, quelques mois après le début de son autonomie en matière d'achat public, d'adapter ses règles générales, sans toutefois revenir sur les principes fondamentaux adoptés le 22 novembre 2011.

Aussi est-il proposé de procéder aux ajustements et amendements suivants :

### Nomenclature

Le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts a arrêté en novembre 2011 la nomenclature des achats publics qu'il sera amené à réaliser. Cette nomenclature, ou codification, fixe les articles, ou familles d'achat, au regard desquels les seuils applicables aux marchés publics doivent être respectés, permettant ainsi de déterminer, pour chaque achat, la procédure de passation de marché applicable.

Après quatre mois de fonctionnement, cette nomenclature nécessite d'être adaptée aux réalités de l'établissement. Une version modifiée est ainsi proposée en annexe. Il est également proposé d'autoriser le Directeur à modifier cette nomenclature en cours d'année dans la mesure où :

- des besoins nouveaux peuvent se faire jour ;
- un ou deux exercices budgétaires seront nécessaires à l'établissement pour disposer d'une visibilité complète de ses besoins à la nouvelle échelle qui est la sienne puisque les seuils des marchés sont évalués à l'aune d'une année complète d'exercice, voire plusieurs, en cas de marchés reconductibles.

Le directeur rendra compte, une fois par an au conseil d'administration, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

### Règles générales de passation des marchés publics

Les procédures internes dont s'est doté le Pôle pour garantir à la fois le respect des principes de la commande publique et lui apporter la souplesse permise et recherchée du fait de son autonomie sont modifiées du fait du relèvement réglementaire des seuils évoqué plus haut. Ces modifications figurent dans le document nommé « Règles générales de passation des marchés publics du Pôle Alsace d'enseignement des arts », joint en annexe, qu'il appartient au Directeur de mettre en œuvre et décliner auprès des services du Pôle, notamment en ce qui concerne les modalités de publicité et de mise en concurrence dans le cas des marchés à procédure adaptée.

Pour mémoire, il convient également de rappeler que l'article 27 du Code des marchés publics définit les méthodes à utiliser pour comparer les montants de marchés aux seuils et ainsi choisir la procédure adéquate.

Ainsi, afin d'estimer de manière sincère et raisonnable la valeur totale des fournitures et services, qui représentent l'essentiel des marchés de l'établissement, la valeur prise en compte est appréciée à partir du caractère homogène des achats. Cette homogénéité peut s'apprécier de deux façons :

- - soit en raison de leurs caractéristiques propres : les fournitures ou services concernés ont la même nature, le même objet. Ils appartiennent à la même famille dans la nomenclature identifiée par un code nomenclature ;
- - soit parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle : cette technique s'applique à l'ensemble des dépenses – fournitures et services - visant à la réalisation d'un événement ou d'un projet qui nécessite plusieurs types de dépenses. Si le montant total de l'évaluation des besoins, tout type de dépense confondu, est supérieur aux seuils de procédures formalisées, le pouvoir adjudicateur doit s'y conformer. Dans le cas contraire, il pourra recourir aux procédures adaptées.

Les règles générales de passation des marchés de l'établissement rappellent ces notions et prévoient également la souplesse suivante, également en vigueur dans d'autres collectivités : dans le cas de famille de nomenclature ou d'une unité fonctionnelle dont le montant, estimé avec sincérité, est inférieur à 90 000 € HT, il est possible de passer chaque marché la composant selon la procédure applicable à son montant propre.

De la même façon, elles précisent l'application de la nomenclature retenue : dans le cas de marché dont l'objet relèverait de plusieurs familles d'achat de la nomenclature, la famille la plus représentative de l'objet du marché est retenue.

### Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré,  
vu l'article 22 du code des marchés publics  
vu les articles L.1431-1 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales

- approuve les règles générales de passation des marchés publics modifiées et la nomenclature modifiée jointes en annexe et autorise le directeur à les mettre en œuvre et à les préciser dans un guide applicable aux services du Pôle ;
- donne délégation au Directeur du Pôle pour adapter si besoin en cours d'année la nomenclature, à la condition qu'il rende compte au présent conseil des décisions prises en vertu de cette délégation une fois par an.

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 039-2012

Séance du : 13 avril 2012  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations  
Absent non excusé :

### 4<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : Tarifs des ateliers publics (cours du soir), de la Sommerakademie et du CFPI – Délégation

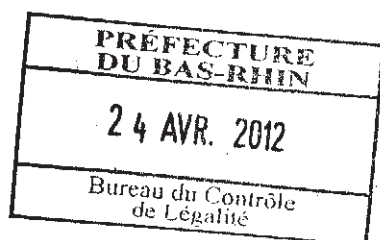
Le Conseil, après en avoir délibéré

- **fixe** les droits d'inscription des ateliers publics, de la Sommerakademie et du CFPI à partir des inscriptions 2012 du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts aux tarifs détaillés en annexe 3;
- **autorise** l'établissement à percevoir les droits d'inscription correspondants ;
- **donne délégation au Directeur** pour fixer par arrêté les tarifs de l'établissement autres que ceux relevant statutairement des attributions du conseil d'administration et autorise l'établissement à percevoir les recettes correspondantes.

### Vote

Votants : 20  
Pour : 20  
Contre : 0  
Abstention : 0

### **Adopté**



Le Président

Daniel PAYOT

**Tarifs du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts  
à compter des inscriptions 2012**

**2<sup>ème</sup> proposition : Harmonisation à terme des tarifs des ateliers publics de l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg et de l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai**

**Tarifs des ateliers publics**

**Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg**

Tarif annuel :

Ateliers publics	Tarif normal	Tarif réduit
Gravure et photographie	292 €	146 €
Autres cours du soir et du mercredi	204 €	102 €

Tarif semestriel :

Ateliers publics	Tarif normal	Tarif réduit
Gravure et photographie	146 €	73 €
Autres cours du soir et du mercredi	102 €	51 €

Bénéficiaires du tarif réduit :

- étudiants jusqu'à 25 ans révolus, sur présentation d'une carte de réduction
- lycéens, sur présentation d'une carte de lycéen ou d'un certificat de scolarité
- chômeurs, sur présentation d'un justificatif en cours de validité
- agents de la Communauté urbaine de Strasbourg, agents du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, sur présentation de tout document en cours de validité, permettant de justifier la situation.
- ménages ayant un quotient familial inférieur ou égal à 750 €, sur présentation d'une attestation datée de moins de 6 mois délivrée par la Caisse d'allocations familiales, ou à défaut par la Mairie de Strasbourg.

Les droits d'inscription et tarifs ci-dessus sont perçus lors de l'inscription et restent acquis à l'établissement public. Ils ne font pas l'objet de remboursement.

**Ecole supérieure d'art, le Quai, de Mulhouse :**

Tarif annuel :

Ateliers publics	Tarif normal	Tarif spécial	Demi-tarif
Photographie, Infographie, Gravure-lithographie	345 €	304 €	173 €

Dessin, Dessin (modèle vivant), Peinture-initiation, Peinture – initiés (anciennement à 300 €), Histoire de l'art du XIX <sup>e</sup> siècle, Histoire de l'art moderne (anciennement à 300 €)	264 €	224 €	132 €
--	-------	-------	-------

Tarif semestriel :

Ateliers publics	Tarif normal	Tarif résident	Tarif réduit
Photographie, Infographie, Gravure-lithographie	173 €	152 €	87 €
Dessin, Dessin (modèle vivant), Peinture - initiation, Peinture - initiés (anciennement à 300 €), Histoire de l'art du XIX <sup>e</sup> siècle, Histoire de l'art moderne (anciennement à 300 €)	132 €	112 €	66 €

Bénéficiaires du tarif réduit :

- étudiants jusqu'à 25 ans révolus, sur présentation d'une carte de réduction
- lycéens, sur présentation d'une carte de lycéen ou d'un certificat de scolarité
- chômeurs, sur présentation d'un justificatif en cours de validité
- agents de la Ville de Mulhouse et de m2A, agents du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, sur présentation de tout document en cours de validité, permettant de justifier la situation.

Bénéficiaires du tarif résident :

Personnes imposées aux contributions directes locales à Mulhouse.

Les droits d'inscription et tarifs ci-dessus sont perçus lors de l'inscription et restent acquis à l'établissement public. Ils ne font pas l'objet de remboursement

### Tarifs de la Sommerakademie

Sommerakademie	180 €
----------------	-------

Les droits d'inscription et tarifs ci-dessus sont perçus lors de l'inscription et restent acquis à l'établissement public. Ils ne font pas l'objet de remboursement

### Tarifs du CFPI

Centre de formation pour intervenants	124 €
---------------------------------------	-------

Les droits d'inscription et tarifs ci-dessus sont perçus lors de l'inscription et restent acquis à l'établissement public. Ils ne font pas l'objet de remboursement.

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 040-2012

Séance du : 13 avril 2012  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations  
Absent non excusé :

**5<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : Remboursement par le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts des frais des personnels du Conservatoire de Strasbourg assurant l'enseignement supérieur de la musique**

Le Conseil, après en avoir délibéré

- **approuve** le remboursement à la Communauté urbaine de Strasbourg par le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts des frais des personnels du Conservatoire de Strasbourg assurant l'enseignement supérieur de la musique,
- **autorise** le Président ou son représentant à signer la convention relative à ce remboursement ainsi que les décomptes annuels servant de justificatif.

### Vote

Votants : 20  
Pour : 20  
Contre : 0  
Abstention : 0

**Adopté**



Le Président

Daniel PAYOT



# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration  
n° 040- 2012 du 13 avril 2012

**Objet : Remboursement par le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts des frais des personnels du Conservatoire de Strasbourg assurant l'enseignement supérieur de la musique**

## Exposé des motifs

Par délibérations respectives des 6 et 17 décembre 2010, le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg et le Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg ont approuvé la création de l'établissement public de coopération culturelle Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, regroupant l'école supérieure d'art de Mulhouse Le Quai, l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, le Conservatoire de Strasbourg pour l'enseignement supérieur.

Le projet du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts a pour caractéristique originale de mêler des activités d'enseignement supérieur des arts plastiques et de la musique. La mise en œuvre des enseignements prévus à cet effet s'appuie notamment sur des personnels mis à disposition ou transférés par leurs collectivités d'origine.

L'enseignement supérieur de la musique est assuré par des enseignants du Conservatoire de Strasbourg, agents de la Communauté urbaine de Strasbourg, dont l'activité principale est consacrée à l'enseignement initial, non intégré au Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts.

Les quotas horaires affectés à l'enseignement supérieur étant variables d'une année scolaire à l'autre et inférieurs à un mi-temps, les modalités de mises à disposition ou de transfert ne sont pas adaptées. Pour les enseignants du Conservatoire de Strasbourg (titulaires, contractuels ou vacataires) effectuant des heures d'enseignement à la fois pour l'enseignement initial et pour l'enseignement supérieur de musique, il est proposé que :

- leur employeur demeure la Communauté urbaine de Strasbourg,
- leur temps de travail effectué pour l'enseignement supérieur donne lieu à un remboursement de la part du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts (rémunérations versées aux agents et charges patronales corrélatives),
- cet accord soit formalisé par une convention.

## Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré

- approuve le remboursement à la Communauté urbaine de Strasbourg par le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts des frais des personnels du Conservatoire de Strasbourg assurant l'enseignement supérieur de la musique,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention relative à ce remboursement ainsi que les décomptes annuels servant de justificatif.

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 041-2012

Séance du : 13 avril 2012  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations  
Absent non excusé :

**6<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : Adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin**

Le Conseil, après en avoir délibéré

### Autorise

- Le Président ou son représentant à signer, selon les conditions précitées, la convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin en vue d'organiser pour son compte l'ensemble des obligations qui découlent du titre III du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié dans le domaine de la médecine professionnelle et préventive ;

- Le Président ou son représentant à signer les avenants éventuels ;

### Précise

Que les dépenses résultant de la présente délibération seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre XII-63 36 du budget du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts.

### Vote

Votants : 20  
Pour : 20  
Contre : 0  
Abstention : 0

### Adopté



Le Président

Daniel PAYOT



# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration  
n° 041- 2012 du 13 avril 2012

**Objet : Adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin**

## Exposé des motifs

Le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, comme tout employeur, a pour obligation de veiller à l'état de santé de ses agents en ayant comme préoccupation leur bien-être au travail et, bien entendu, d'éviter toute altération de leur état de santé du fait de l'exercice de leurs fonctions.

Faute de pouvoir créer au sein de l'établissement un service de médecine professionnelle et préventive dédié, étant donné les moyens humains nécessaires induits, il apparaît judicieux pour le Pôle d'adhérer au service médecine professionnelle et préventive, créé par le Centre de Gestion du Bas-Rhin à destination des collectivités et établissements publics.

Celui-ci aura pour mission de surveiller l'état de santé des agents (notamment par le biais d'une visite obligatoire préalable à l'embauche, puis tous les deux ans), les conditions d'hygiène du travail et les risques de contagion. Il pourra être consulté sur les mesures de nature à améliorer l'hygiène générale des locaux, la prévention des accidents et des maladies professionnelles et l'éducation sanitaire.

Les agents concernés par cette prestation pourront être :

- les agents titulaires et non titulaires de l'établissement exerçant sur le site de l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, qu'ils soient directement rattachés au Pôle ou mis à disposition par la CUS ;
- les agents titulaires et non titulaires exerçant au Conservatoire directement rattachés au Pôle ;
- les agents titulaires et non titulaires du Pôle exerçant à l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse, qu'ils soient directement rattachés au Pôle ou mis à disposition par la Ville de Mulhouse.

Le coût annuel de cette prestation est fixé :

- pour **les agents titulaires**, à **0,25%** (agents directement rattachés au Pôle) **et 0,30%** (agents mis à disposition) de leurs traitements de base et NBI ;
- pour **les agents non-titulaires** : à **0,25%** de leurs rémunérations brutes et indemnités.

Aussi est-il proposé que l'établissement adhère au service médecine professionnelle et préventive du Centre de gestion du Bas-Rhin, par le moyen de la convention proposée en annexe. Cette convention prendra effet à la date de sa signature et sera conclue jusqu'au 31 décembre 2012. Elle prévoit un renouvellement annuel par tacite reconduction tous les 1<sup>er</sup> janvier. Toutefois, elle peut bien sûr être résiliée à chaque échéance annuelle dans le respect d'un préavis de trois mois avant la date de l'échéance.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré

autorise

- Le Président ou son représentant à signer, selon les conditions précitées, la convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin en vue d'organiser pour son compte l'ensemble des obligations qui découlent du titre III du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié dans le domaine de la médecine professionnelle et préventive ;

- Le Président ou son représentant à signer les avenants éventuels ;

précise

Que les dépenses résultant de la présente délibération seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre XII-63 36 du budget du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts.



# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 042-2012

Séance du : 13 avril 2012  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations  
Absent non excusé :

**7<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : Action sociale en faveur des agents du Pôle – Désignation du délégué élu GAS et CNAS**

Le Conseil, après en avoir délibéré

### Désigne

- Monsieur Alain SPOHR, membre du conseil d'administration du Pôle, en qualité de délégué élu participant aux instances du Groupement d'Action Sociale du Bas-Rhin et du Comité National d'Action Sociale.

### Vote

Votants : 20  
Pour : 20  
Contre : 0  
Abstention : 0

### Adopté

Le Président

Daniel PAYOT



# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration  
n° 042-2012- 2012 du 13 avril 2012

**Objet : Action sociale en faveur des agents du Pôle – Désignation du délégué élu GAS et CNAS**

## Exposé des motifs

Le Conseil d'Administration du 21 février 2012 a autorisé le Pôle à mettre en place une politique d'action sociale pour son personnel propre, à laquelle contribueront notamment le Groupement d'Action Sociale du Bas-Rhin (GAS) et le Comité National d'Action Sociale (CNAS).

Le GAS et le CNAS étant gérés paritairement, il convient de désigner un délégué des élus parmi les membres du Conseil d'Administration.

Celui-ci représentera le Pôle, aux côtés du délégué agent, au sein de ces deux organismes.

Il aura comme missions de participer à la vie des instances du GAS et du CNAS (une assemblée générale par an), de relayer l'information ascendante (avis et positions sur l'action sociale du GAS et du CNAS) et descendante (modifications adoptées par l'assemblée générale du GAS et du CNAS).

Ce délégué n'est pas à confondre avec les correspondants GAS et CNAS du Pôle, lesquels joueront le rôle d'interface entre les GAS et CNAS et les agents souhaitant s'informer sur les prestations sociales offertes.

Par ailleurs, un délégué agent sera désigné par le Président parmi le personnel propre au Pôle, conformément à la délibération n° 029-2012 du 21 février 2012.

## Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré

## désigne

- Monsieur Alain SPOHR, membre du conseil d'administration du Pôle, en qualité de délégué élu participant aux instances du Groupement d'Action Sociale du Bas-Rhin et du Comité National d'Action Sociale.





# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 043-2012

Séance du : 13 avril 2012  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations  
Absent non excusé :

8<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : convention pluriannuelle de partenariat entre le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et le Département du Bas-Rhin

Le Conseil, après en avoir délibéré

### Approuve

le projet de convention entre le Pôle et le Département du Bas-Rhin, joint en annexe, et autorise le Président du Pôle à signer la dite convention.

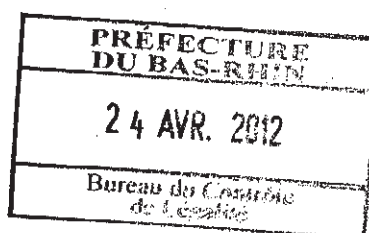
### Vote

Votants : 20  
Pour : 20  
Contre : 0  
Abstention : 0

### Adopté

Le Président

Daniel PAYOT





# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration  
n° 043- 2012 du 13 avril 2012

**Objet : convention de partenariat entre le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et le Département du Bas-Rhin**

## Exposé des motifs

Le Département du Bas-Rhin et l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg entretiennent des liens étroits depuis plusieurs années. Le Département et le Pôle Alsace supérieur des arts souhaitent non seulement pérenniser mais aussi développer ce partenariat, notamment en l'inscrivant dans les nouveaux cadres de référence du Département définis lors de la séance plénière du 25 octobre 2010 au cours de laquelle ce dernier a adopté les orientations de ses politiques en faveur de la culture, du patrimoine et de la mémoire pour les années 2011-2014.

Dans le cadre de ces orientations, les interventions du Département s'inscrivent dorénavant dans une « charte de développement culturel » qui recouvre :

- Le développement des enseignements artistiques ;
- Le soutien à la création et à la diffusion artistiques, notamment le soutien aux relais culturels et la charte des festivals ;
- Les langues et cultures régionales ;
- « Territoires de lectures », nouveau plan départemental de lecture publique adopté en octobre 2009 et le soutien aux éditions d'alsatiques ;
- L'action culturelle dans les territoires.

Dans le champ des enseignements artistiques, de nouvelles orientations ont été adoptées pour la période 2012-2014. Le Département y réaffirme son double objectif d'amélioration de la qualité de l'enseignement et d'accessibilité au plus grand nombre et ce à travers trois niveaux d'intervention :

- L'enseignement spécialisé ;
- Les pratiques amateurs ;
- Les actions de sensibilisation et de médiation.

La présente convention vise à soutenir le Pôle, qui peut jouer un rôle important dans le cadre de ces nouvelles orientations. En ce sens, la mise en place d'actions à destination des publics prioritaires du Département tels que les élèves des écoles de pratiques artistiques est vivement encouragée, tout comme les interventions dans les territoires du département. Le Département est tout particulièrement attentif aux actions menées par le Pôle en matière de :

- développement de pratiques amateurs – avec les ateliers publics ou les classes à horaires aménagés arts plastiques du Pôle par exemple ;
- formation de formateurs et de développement des enseignements artistiques – avec le Centre de formation des plasticiens intervenants notamment.

Par ailleurs, le Département souhaite s'appuyer sur le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts en tant que partenaire ressource du Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques. Le Pôle apportera son concours au Département dans la mise en place d'une évaluation de l'enseignement des arts plastiques dans les établissements d'enseignement artistique.

Aussi la convention proposée en annexe formalise-t-elle le partenariat entre le Pôle et le Département du Bas-Rhin sur la période 2012-2014 et prévoit une subvention départementale de 150 000 € par an en faveur du Pôle, soit 450 000 € sur la période 2012-14.

## Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré

- approuve le projet de convention entre le Pôle et le Département du Bas-Rhin, joint en annexe, et autorise le Président du Pôle à signer la dite convention.

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 044-2012

Séance du : 13 avril 2012  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations  
Absent non excusé :

**9<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : Conventions avec les collèges Pasteur (Strasbourg) et Kennedy (Mulhouse) pour l'organisation de classes à horaires aménagés en arts plastiques**

Le Conseil, après en avoir délibéré

### Approuve

- le projet de convention entre le Pôle et le collège Pasteur de Strasbourg, joint en annexe, et autorise le Président du Pôle à signer la dite convention ;
- le projet de convention entre le Pôle et le collège Kennedy de Mulhouse, joint en annexe, et autorise le Président du Pôle à signer la dite convention.

### Vote

Votants : 20  
Pour : 20  
Contre : 0  
Abstention : 0

### Adopté



Le Président

Daniel PAYOT





# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration  
n° 044- 2012 du 13 avril 2012

**Objet : Conventions avec les collèges Pasteur (Strasbourg) et Kennedy (Mulhouse) pour l'organisation de classes à horaires aménagés en arts plastiques**

## Exposé des motifs

Depuis la rentrée scolaire 2009 à Mulhouse, depuis la rentrée 2010 à Strasbourg, sont organisés au sein de deux écoles d'art du Pôle l'accueil et l'initiation aux pratiques artistiques de collégiens scolarisés en classes à horaires aménagés arts plastiques (CHAAP).

Le Conservatoire de musique de Strasbourg, quant à lui, mène de longue date une politique ambitieuse d'accueil d'enfants scolarisés en classes à horaires aménagés musique et danse (CHAMD) au profit de quatre classes d'élèves d'écoles élémentaires, d'une classe de collégiens et d'une classe de lycéens.

Le Pôle est soucieux de pérenniser et conforter ces partenariats, au plus grand bénéfice des étudiants comme des élèves accueillis, conformément :

- à ses missions statutaires, qui comprennent « *des activités d'animation, et de formation en direction de publics amateurs, en ou hors cadre scolaire* » ;
- aux valeurs retenues au sein de la charte d'établissement : « *Le Pôle assure une mission de service public éducatif et culturel* ».

Aussi est-il proposé d'adopter les projets de conventions joints en annexe, relatives :

- à la classe à horaires aménagés en arts plastiques organisée entre le collège Pasteur à Strasbourg et le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts – site de l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg ;
- à la classe à horaires aménagés en arts plastiques organisée entre le collège Kennedy à Mulhouse et le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts – site de l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse, le Quai.

La Ville de Strasbourg et le Conservatoire restent compétents pour l'organisation et le suivi des classes à horaires aménagés musique et danse menées par le Conservatoire.

Il est rappelé pour mémoire que les classes à horaires aménagés visent :

- d'une part : la réussite scolaire et personnelle de tous les élèves qui en suivent le cursus, à travers une formation de qualité dispensée en partenariat par les collèges et le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, auxquels peuvent être associés d'autres structures ; l'ouverture culturelle à laquelle accèdent les élèves est source de motivation et contribue à donner du sens à leur scolarité ;
- d'autre part : la formation des étudiants du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts à l'intervention en milieu scolaire à travers une pratique de tutorat ou un accompagnement plastique des élèves de collège.

En collaboration étroite avec les Rectorat, Inspections d'académie, principaux de collèges et professeurs d'arts plastiques enseignants en collège concernés, ces classes permettent ainsi :

- à des élèves de collège intéressés par les arts plastiques d'approfondir leurs connaissances et leurs compétences dans des domaines spécifiques de la production et de l'analyse des images, des œuvres visuelles en général et des structures culturelles, tout en développant, en relation avec ces pratiques artistiques et culturelles approfondies, leurs compétences générales et scolaires,

- à des étudiants du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts assurant le tutorat de ces élèves d'acquérir des connaissances et des compétences dans les domaines de la médiation culturelle et artistique et en particulier dans le champ de l'intervention en milieu scolaire.

D'autres partenaires culturels (musées, centres d'art) ou scolaires (lycées) peuvent être sollicités pour participer au projet par le biais d'une sensibilisation aux divers métiers du champ artistique ou à des formations dans le domaine des arts plastiques.

Les partenaires engagent de part et d'autre des moyens humains et matériels pour la mise en œuvre de ces classes. Il est toutefois précisé que les présentes conventions, qui portent sur un engagement pluriannuel, n'emportent pas d'échanges financiers entre les partenaires.

#### Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré

- approuve le projet de convention entre le Pôle et le collège Pasteur de Strasbourg, joint en annexe, et autorise le Président du Pôle à signer la dite convention ;
- approuve le projet de convention entre le Pôle et le collège Kennedy de Mulhouse, joint en annexe, et autorise le Président du Pôle à signer la dite convention.



# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 045-2012

Séance du : 13 avril 2012  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations  
Absent non excusé : :

### 10<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : Convention de partenariat avec la Fondation Culture et diversité

Le Conseil, après en avoir délibéré

#### Approuve

le projet de convention pluri-partenarial entre le Pôle, la Fondation Culture et diversité, le Ministère de la culture et de la communication et les autres établissements partenaires, joint en annexe,

#### Autorise

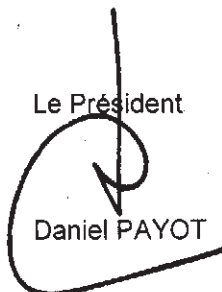
le Président du Pôle ou son représentant à signer la dite convention.

#### Vote

Votants : 20  
Pour : 20  
Contre : 0  
Abstention : 0

#### Adopté



Le Président  
  
Daniel PAYOT

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration  
n° 045- 2012 du 13 avril 2012

**Objet : conventions de partenariat entre le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et la Fondation Culture et diversité**

## Exposé des motifs

### Contexte

La société Financière Marc de Lacharrière (Fimalac), créée en 1991 par Marc Ladreit de Lacharrière, exerce une activité dans le domaine des services financiers. Cette société a développé un mécénat culturel notamment axé sur des projets destinés à faire de la culture un outil d'insertion sociale, en particulier à destination de jeunes issus de milieux défavorisés d'Ile-de-France. Dans ce but, elle a créé en 2006 la Fondation d'entreprise Culture et diversité, qui soutient des actions favorisant la cohésion sociale et l'égalité des chances.

C'est dans ce cadre que les programmes Egalité des chances mis en place par la Fondation Culture et diversité trouvent leur place : il s'agit, pour les élèves issus de territoires où se concentrent de graves difficultés, de favoriser leur égal accès à la poursuite d'études supérieures d'excellence dans les « grandes écoles » des domaines culturels ou artistiques

### Les programmes Egalité des chances de la Fondation d'entreprise Culture et diversité

En partenariat avec des établissements et écoles d'enseignement supérieur, la Fondation Culture et diversité a ainsi progressivement mis en place huit programmes depuis 2006, avec notamment :

- l'Ecole du Louvre,
- quatre écoles supérieures d'art d'Ile-de-France et l'Association nationale des classes préparatoires publiques aux écoles supérieures d'art (APPEA),
- la Femis,
- les Écoles nationales supérieures d'architecture – dont celle de Strasbourg,
- l'Institut national du patrimoine,
- 13 écoles de journalisme,
- les écoles d'arts appliqués Boule, Duperré, La Source, Estienne et Olivier de Serres.

Chaque fois, la méthodologie retenue est la même. Il s'agit de :

- informer les lycéens sur les formations supérieures d'excellence et leurs débouchés professionnels ;
- préparer les élèves aux procédures d'orientation et d'admission à ces écoles,
- accompagner les élèves, une fois ceux-ci admis à l'école ou à la classe préparatoire, par un suivi basé sur quatre piliers : logistique et financier, pédagogique, culturel et d'aide à l'insertion professionnelle.

### L'extension du programme aux écoles d'art et de design

Forte du succès du programme déjà mené avec des écoles supérieures d'art depuis 2007, la Fondation propose d'étendre ce projet, à partir de la rentrée 2012, aux établissements d'art offrant des cursus en design.

Aussi est-il proposé que le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts rejoigne ce programme, également soutenu par la DGCA du Ministère de la culture et de la communication, aux côtés de l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD), l'École nationale supérieure de création

industrielle (ENSCI-Les Ateliers), l'Ecole supérieure d'art et design de Saint-Etienne, l'Ecole supérieure d'art et de design de Reims, l'Ecole supérieure d'art et de design d'Orléans.

L'engagement du Pôle porte sur les points suivants :

- la participation d'un référent de l'action au sein du Pôle ;
- la participation d'enseignant(s) aux réunions d'information aux professeurs et proviseurs des 46 lycées d'éducation prioritaires ;
- la participation d'enseignant(s) au jury de sélection des 20 élèves choisis pour suivre la préparation, le cas échéant, et à l'élaboration du contenu pédagogique de la préparation ;
- la mise à disposition d'un intervenant à la préparation des élèves (3 heures/an),
- la mise à disposition d'un intervenant à l'un des stages intensifs de préparation de trois jours organisés dans l'année (4 heures/an).

Il n'est pas prévu d'échanges financiers entre les partenaires. Ce partenariat est conclu pour une durée de trois ans, à compter de sa signature.

#### Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré

- approuve le projet de convention pluri-partenarial entre le Pôle, la Fondation Culture et diversité, le Ministère de la culture et de la communication et les autres établissements partenaires, joint en annexe, et autorise le Président du Pôle ou son représentant à signer la dite convention.

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 046-2012

Séance du : 13 avril 2012  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations  
Absent non excusé :

**11<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : Attribution d'une aide financière forfaitaire aux étudiants en arts plastiques du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, présentés au Diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP)**

Le Conseil, après en avoir délibéré

- **approuve** le dispositif décrit ci-dessus aux conditions mentionnées,
- **autorise** l'octroi d'une aide financière de 100 euros par an aux étudiants du Pôle présentés au Diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP),
- **décide** d'imputer les dépenses sur la ligne budgétaire 6714,
- **autorise** le Président ou son représentant à signer la liste des étudiants bénéficiaires de l'aide sur proposition du directeur de l'établissement et à faire procéder aux versements.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.

### Vote

Votants : 20  
Pour : 20  
Contre : 0  
Abstention : 0

### **Adopté**



Le Président

Daniel PAYOT

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration  
n° 046- 2012 du 13 avril 2012

**Objet : Attribution d'une aide financière forfaitaire aux étudiants en arts plastiques du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, présentés au Diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP)**

## Exposé des motifs

Une contribution aux dépenses exceptionnelles des étudiants présentés au diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP) est allouée depuis de nombreuses années par l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg (ESADS) et l'école supérieure d'art de Mulhouse le Quai.

Le passage des DNSEP couronne cinq années d'études supérieures et prend la forme d'un projet artistique qui permet aux candidats d'affirmer le caractère singulier de leur démarche. Ce projet qui prend des formes très variées d'un étudiant à l'autre engage des frais exceptionnels de production (matériel, édition, réalisations externalisées). L'obligation récente de produire un mémoire en plusieurs exemplaires et conçu comme une édition à part entière a également accru les frais impliqués par le diplôme.

Jusqu'à présent, le Quai prenait en charge l'acquisition des matériaux nécessaires à la production de travaux présentés à l'occasion du passage du DNSEP. Depuis 2008, l'ESADS a remplacé ce système de prise en charge de matériaux au profit d'une contribution forfaitaire. Le montant de la bourse aux étudiants diplômables de l'ESADS a également été porté à 100 euros en 2011. Cette modalité a été mise en place pour responsabiliser les étudiants sur la gestion de leur budget.

La présente délibération vise ainsi à harmoniser les deux systèmes d'aide aux étudiants en arts plastiques du Pôle présentés au diplôme national supérieur d'expression plastique et à attribuer une contribution forfaitaire de 100 euros par étudiant présenté au DNSEP au sein du Pôle. Cette décision prendrait effet à compter des diplômes de l'année scolaire 2011/2012.

Les étudiants en musique du Pôle présentant le Master peuvent bénéficier quant à eux d'aides en nature de la part du Conservatoire de Strasbourg.

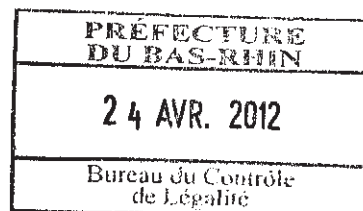
## Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré

- approuve le dispositif décrit ci-dessus aux conditions mentionnées,
- autorise l'octroi d'une aide financière de 100 euros par an aux étudiants du Pôle présentés au Diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP),
- décide d'imputer les dépenses sur la ligne budgétaire 6714,
- autorise le Président ou son représentant à signer la liste des étudiants bénéficiaires de l'aide sur proposition du directeur de l'établissement et à faire procéder aux versements.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.





# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 047-2012

Séance du : 13 avril 2012  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations  
Absent non excusé :

### 12<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : adhésion de l'établissement à des organismes professionnels

Le Conseil, après en avoir délibéré

- **Approuve** la liste des organismes pour lesquels le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts versera une cotisation en 2012 ;
- **Décide** d'imputer les dépenses correspondantes sur la ligne 62 81.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.

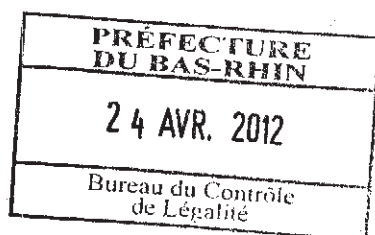
#### Vote

Votants : 20  
Pour : 20  
Contre : 0  
Abstention : 0

#### **Adopté**

Le Président

Daniel PAYOT



# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration

n° 047- 2012 du 13 avril 2012

**Objet : Adhésion du Pôle à des organismes professionnels**

## Exposé des motifs

Etablissement public autonome depuis 2011, le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts est désormais tenu de cotiser en son nom et sur son budget propre aux différents organismes professionnels relevant de ses champs de compétences et domaines d'interventions.

Aussi est-il demandé au conseil d'approuver la liste des organismes pour lesquels le Pôle versera une cotisation en 2012, établie ci-dessous. Les écoles d'art y souscrivaient déjà via les villes. Les montants de cotisation annuelle indiqués par organisme sont identiques à ceux de l'année passée. Ils sont susceptibles de variation marginale.

<b>Art Accord France</b> Association réunissant les responsables de relations internationales de l'enseignement supérieur artistique français et compte à ce jour une vingtaine de membres.	200 €
<b>Européen League of institutes of the arts (E.L.I.A.)</b> La ligue promeut l'importance économique et culturelle des arts et de l'enseignement supérieur artistique en Europe. ELIA représente plus de 350 institutions de 47 pays dans toutes les disciplines artistiques (Art, Design, Théâtre, Musique, Danse, Architecture).	1 505 €
<b>Maison de Jeux</b> La Maison du Jeu de Strasbourg a vocation à affirmer le caractère social, culturel et éducatif du jeu et faire (re)découvrir le patrimoine ludique mondial au travers de projets ludiques de proximité.	40 €
<b>Associations des écoles d'art du Grand Est</b> L'association des écoles d'art du Grand Est regroupe neuf écoles d'art réunies dans un même territoire avec le désir de partager des projets au bénéfice de la mobilité intellectuelle et artistique des étudiants.	1 200 €
<b>Galerie Anatome</b> Galerie anatome : galerie associative parisienne faisant la promotion du graphisme d'auteur et engagée dans la professionnalisation du secteur.	250 €
<b>Fédération Unie des Auberges de Jeunesse</b> Maillon français du réseau international des Auberges de Jeunesse (IYHF). Ce réseau comprend 4000 Auberges dont 140 en France. L'adhésion à la FUAJ ouvre l'accès à l'ensemble du réseau mondial.	50 €
<b>ICONOVAL - pôle image Alsace</b> Iconoval est le pôle image d'Alsace constituant un réseau d'entreprises, de chercheurs et de centres de formations spécialisés dans les domaines de l'image : audiovisuel, multimédia, imagerie scientifique et industrielle, etc.	250 €

<b>Association nationale des directeurs d'école d'art (ANDEA)</b>  L'ANDEA a pour mission de valoriser, de promouvoir au plan national et international, les enjeux et les actions développés par les établissements d'enseignement supérieur des arts plastiques et de faire évoluer les statuts de ces institutions. Elle est le principal interlocuteur du ministère de la culture pour les questions pédagogiques et institutionnelles.	700 €
<b>Association des responsables communication de l'enseignement supérieur (ARCES)</b>  L'ARCES a pour but de promouvoir la fonction "communication" dans les établissements d'enseignement supérieur et de favoriser les échanges et confrontations d'expériences entre les responsables de la communication.	150 €
<b>Club de la presse</b>  Le Club de la presse Strasbourg - Europe propose des débats, des rencontres et des manifestations aux journalistes et professionnels de la communication.	90 €

#### Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le conseil d'administration

après en avoir délibéré

- Approuve la liste des organismes pour lesquels le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts versera une cotisation en 2012 ;
- Décide d'imputer les dépenses correspondantes sur la ligne 62 81.

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2012 de l'établissement.

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 048-2012

Séance du : 13 avril 2012  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 10 absents excusés dont 2 procurations  
Absent non excusé :

**13<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour : Nom de l'établissement et de l'enseignement supérieur de la musique**

Le président met au vote la dénomination de l'établissement :

<b>Votants</b>	:	20
- en faveur du nom : <b>Haute école des arts du Rhin</b>	:	19
- en faveur du nom : <b>Ecole supérieure des arts du Rhin</b>	:	1
<b>Abstention</b>	:	0

Le président met au vote la dénomination « Académie Supérieure de Musique de Strasbourg » pour l'enseignement supérieur de la musique

<b>Votants</b>	:	20
<b>Pour</b>	:	19
<b>Contre</b>	:	0
<b>Abstention</b>	:	1

Le Conseil, après en avoir délibéré

**Décide**

- l'intitulé suivant pour dénommer de manière pérenne l'établissement public de coopération culturelle alsacien créé le 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

**« Haute école des arts du Rhin »**

- l'intitulé suivant des enseignements supérieurs de la musique de l'établissement :

**« Académie Supérieure de Musique de Strasbourg »**

- la modifications de l'article 2 des statuts consécutive.

**Adopté**

Le Président

Daniel PAYOT

**PRÉFECTURE  
DU BAS-RHIN**

**24 AVR. 2012**

Bureau du Contrôle  
de Légalité

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration

n° 048- 2012 du 13 avril 2012

**Objet : nom de l'établissement public de coopération culturelle et de l'enseignement supérieur de la musique**

## Exposé des motifs

### Le nom de l'établissement public de coopération culturelle

Sous l'impulsion de ses membres fondateurs, l'Etat, la Ville de Mulhouse, la Ville de Strasbourg et la Communauté Urbaine de Strasbourg, le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts a été créé le 1er janvier 2011 sous la forme d'un établissement public de coopération culturelle en regroupant :

- le Quai, école supérieure d'art de Mulhouse,
- l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg,
- les enseignements supérieurs de la musique du Conservatoire de Strasbourg.

Comme l'indique l'article 2 des statuts de l'établissement, le nouvel établissement est « dénommé provisoirement : Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts ».

L'établissement est devenu autonome sur le plan de la gestion de ses ressources humaines – à l'exception des personnels mis à disposition par les villes, de son budget et de sa comptabilité, au 1<sup>er</sup> octobre 2011. L'automne 2011 a surtout constitué la première rentrée et marqué le début de la première année scolaire pour les étudiants, les enseignants et l'ensemble des partenaires de ce nouvel ensemble. En décembre 2011, la charte du Pôle a également été adoptée.

Bientôt six mois après le démarrage de cette première année scolaire et plus d'un an après la création du Pôle, il paraît désormais nécessaire – sur le plan interne comme externe - que l'établissement se dote d'un nom pérenne, qui lui permette d'être mieux identifié, au niveau régional, national et international, conformément à ses missions statutaires et aux objectifs qui l'ont fondé.

De manière participative, à la rentrée 2011, chaque étudiant, enseignant, agent de l'établissement a été invité à participer à un concours pour proposer le futur nom de l'établissement. Depuis, des réunions avec des enseignants, des étudiants, des agents désireux d'exprimer leurs points de vue et préférence se sont tenues. Fin mars 2012, une dernière consultation a permis de tenir chacun informé des pistes proposées à l'issue de cette première phase et recueillir leurs avis sur celles-ci.

Les propositions ayant émergé de ces travaux sont détaillées en annexe. Il est aujourd'hui proposé au conseil de se prononcer sur le nom finalement retenu.

### Le nom de l'enseignement supérieur de la musique

Devenue autonome par la reconnaissance du diplôme national supérieur professionnel de musicien (DNSPM) et son intégration dans l'établissement Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, l'enseignement supérieur de la musique du Conservatoire de Strasbourg n'a pas encore de dénomination officielle.

Il convient de lui attribuer une dénomination qui lui permette d'être distingué au sein du Conservatoire et d'être reconnu à l'extérieur. De plus, l'enseignement supérieur de la musique du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts doit être différencié des deux autres sites dédiés aux arts plastiques et qui possèdent déjà chacun un nom propre (« école supérieure d'art de Mulhouse », « école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg »).

L'enseignement supérieur de la musique du Pôle partage avec le Conservatoire de Strasbourg ses enseignants, ses services et ses équipements.

Le directeur du Conservatoire est également en charge de l'enseignement supérieur de la musique du Pôle.

Pour toutes ces raisons, il est souhaitable que les enseignements supérieurs de la musique soient dotés d'un intitulé propre, au sein duquel la dimension supérieure soit spécifiée.

#### Délibéré

Le président met au vote la dénomination de l'établissement :

<b>Votants</b>	:	20
- en faveur du nom : <b>Haute école des arts du Rhin</b>	:	19
- en faveur du nom : <b>Ecole supérieure des arts du Rhin</b>	:	1
<b>Abstention</b>	:	0

Le président met au vote la dénomination « Académie Supérieure de Musique de Strasbourg » pour l'enseignement supérieur de la musique

<b>Votants</b>	:	20
<b>Pour</b>	:	19
<b>Contre</b>	:	0
<b>Abstention</b>	:	1

Le Conseil, après en avoir délibéré

#### **Décide**

- l'intitulé suivant pour dénommer de manière pérenne l'établissement public de coopération culturelle alsacien créé le 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

**« Haute école des arts du Rhin »**

- l'intitulé suivant des enseignements supérieurs de la musique de l'établissement :

**« Académie Supérieure de Musique de Strasbourg »**

- la modification de l'article 2 des statuts consécutive.



## Annexe 1

### UN NOM POUR UN NOUVEL ÉTABLISSEMENT

Les valeurs auxquelles doit se référer ce nom sont désormais connues de tous. Elles sont notamment contenues dans la charte du Pôle, adoptée en conseil d'administration le 13 décembre 2011 dernier. La pluralité des arts, la rencontre des arts plastiques et de la musique, l'ouverture vers des territoires nouveaux sont les plus souvent avancées.

Voici la liste des propositions présélectionnées :

A. UN NOM MÉTAPHORIQUE OU SYMBOLIQUE

- **Les Quais** [les 3 écoles sont situées au bord d'une voie d'eau]

B. UN NOM GÉNÉRIQUE QUI RENVOIE AUX ENSEIGNEMENTS DISPENSÉS

- **Arts+**

C. UN NOM DESCRIPTIF

- **Haute école des arts du Rhin (Hear)**

D. UN NOM D'ARTISTE LIÉ AUX DEUX DISCIPLINES OU À LA RÉGION

- **Ecole supérieure des arts Jean Hans Arp**

